

Comment en est-on arrivé là ?



« C'est le chaos », pouvait-on lire en première page de la presse nationale du samedi 1^{er} décembre. Des barricades se dressaient dans Paris entre le peuple de France et les forces de l'ordre. À écouter ce récit, on aurait pu s'imaginer revenus en 1830 ou en 1848, voire 1789, lorsque les citoyens, déjà, s'étaient unis pour réclamer plus de solidarité nationale et de cohérence fiscale. Mais les chaînes d'information en continu témoignaient d'une violence qui était bien celle des gens d'aujourd'hui dans le Paris d'aujourd'hui. Aurait-il été possible de prédire l'ampleur et la force d'un tel déferlement revendicatif au début du conflit ?... Sans doute non... Et c'est bien ce que pensa ce gouvernement imbu de lui-même.

Et pourtant, le 17 novembre déjà, face à des forces de police un peu désemparées, dépassées par la situation, les Gilets jaunes déterminés s'étaient approchés à une encablure de l'Élysée. Macron n'avait pas pu ne pas entendre les « Macron

démission ». Ces citoyens étaient farouchement décidés à clamer leur colère sous le balcon du président de la République. Pourtant, qui dit courroux ne dit pas forcément émeutiers ou casseurs et même si parmi la foule mobilisée se cachaient quelques voyous, il demeure que les exigences proférées paraissaient légitimes. Ce qu'ils demandaient touchait simplement à la réalisation de leurs besoins primaires, à la naturelle possibilité de pouvoir se nourrir, se loger sans avoir recours aux expédients imposés par la précarité de leur existence.

Dans le même temps, notre pays, déjà champion d'Europe des prélèvements, annonçait de nouvelles taxes prétendument affectées à la mise en place de la nécessaire transition écologique. Venant après la hausse de la CSG et la suppression de l'ISF, cette mesure privative voire punitive fut reçue comme une injustice insupportable. Parti de contestations individuelles exprimées sur la toile et relayées par les réseaux sociaux, le principe du consentement à l'impôt se trouva mis en cause pour cause d'iniquité.

Du côté du gouvernement, la fermeté des décisions prévalut résolument, sans le moindre signe d'apaisement que les « insurgés » attendaient de la personne même d'Emmanuel Macron. Le peuple révolté, celui-là même qui l'avait porté au pouvoir en raison de la promesse de l'instauration d'un monde nouveau, se mit à « réclamer sa tête ».

Macron dans la situation de Louis XVI, désavoué et promis à être chassé, est-ce anachronique ? Oui, si l'on considère que leurs contextes n'ont rien de vraiment commun, non si l'on s'attache à considérer que leur échec respectif est dû à leur incurie, leur éloignement naïf pour l'un, Jupitérien pour l'autre, autant qu'à l'héritage qu'ils reçurent de leurs prédécesseurs... À leur timide et tardive réaction, jugée non conforme aux revendications exprimées même si elle s'apparente au bout du compte à une reculade peu glorieuse...

La situation de la France de 2018 est le résultat des fautes

successives de Giscard, de Mitterrand, de Chirac, de Sarkozy et de Hollande qui en dernier laissa le pays exsangue. On ne peut que déplorer l'immigration de masse produisant, outre les désordres dus au choc de culture provoqués par un islam inassimilable, un sous-prolétariat portant ombrage au monde ouvrier. L'insécurité devenue effrayante est aussi la faute de tous ces prévaricateurs éloignés des réelles valeurs de ce pays. On peut se lamenter sur l'abandon de souveraineté que chacun de ces mauvais gouvernants s'est efforcé de faire au bénéfice d'une UE qui aggrave chaque jour les dérives d'un ultralibéralisme dévastateur, lequel a rendu le pays totalement dépendant de la commission. On doit regretter leur manque de rigueur et de cohérence politique dans les choix économiques qu'ils ont fait et qui ont coûté à la France la perte de ses plus beaux fleurons économiques. Leur relation contre nature avec les potentats du golf ont aliéné une grande partie du patrimoine immobilier que l'histoire millénaire de la France avait légué aux générations nouvelles. La liste est longue et non exhaustive de tous les méfaits commis depuis 40 ans.

Macron est celui qui met la dernière main à ce saccage pitoyable, conduisant à ce qui sera peut-être la 4e Révolution française pour peu que le prochain samedi soit taché du sang de victimes nombreuses que la défense de la sécurité publique aura faites, au nom d'un président acculé et définitivement « irresponsable ». Il sera d'ailleurs dans quelques jours à Marrakech pour signer l'acte final de la perte du contrôle de l'immigration en provenance des pays du Maghreb.

Ses actes comme ses renoncements s'ajoutent au passif accumulé mais son arrogance et son orgueil les rendent insoutenables. Ses frasques et ses insolences démontrent sans le moindre doute que cet homme n'aime pas la France et qu'il déteste les Français.

Jean-Jacques FIFRE